

## Conférence de presse – 25 octobre 2021 Trélazéen.ne.s, Agissons Ensemble !»

Comme nous avons eu l'occasion de l'exprimer dans le dernier bulletin municipal, la vie démocratique à Trélazé est bien malmenée.

La liste des atteintes au bon fonctionnement démocratique de notre commune est longue.

- Tout d'abord, la plupart des **commissions municipales** ont été supprimées, ce qui prive l'ensemble des élu.e.s de lieux essentiels d'échanges collectifs et de construction partagée. Les deux commissions « survivantes » sont le plus souvent réduites à n'être que des chambres de présentation des délibérations prévues au conseil municipal suivant. Certaines d'entre elles n'ont pas duré plus d'un quart d'heure ! Dans le domaine, nous continuons d'exiger d'avoir les documents préparatoires bien en amont pour TOUTES les commissions. Ce qui a été mis en place pour les Finances devrait être la règle et non l'exception. Comment par exemple préparer des questions ou des propositions afin d'avancer efficacement lorsque nous sommes privés, en tant qu'élus, des informations les plus élémentaires ? Comment préparer une réunion quand nous recevons des documents dans la journée ou que nous les découvrons en direct ? Cela conduit évidemment à crispier les débats.
- Les commissions d'élu.e.s supprimées devaient être remplacées par **des groupes de travail thématiques**, groupes qui finalement ne sont que très rarement réunis. Cette situation amène à nous mettre à l'écart de nombreux débats essentiels. Nous le regrettons dans de nombreux domaines. Par exemple, comme nous l'avons déjà souligné, nous demandons depuis des mois à la majorité municipale de travailler ensemble sur les différents sujets liés à la politique de la ville. Une première rencontre entre élu.e.s a certes eu lieu mais il nous semble nécessaire d'aller plus loin. Nous avons déjà fait part de cela publiquement. De notre point de vue, l'objectif d'un tel travail en commun est de faire régulièrement le point sur la situation et de tracer, de façon constructive, des perspectives pour l'ensemble des quartiers de la ville. Pour nous, ce « ensemble » impose de réunir non seulement les élu.e-s mais aussi tous les intervenants institutionnels et associatifs disponibles. Force est de constater que cette demande peine à aboutir.
- **Les commissions extra-municipales (ou participatives)** ont fait parler d'elles en début de mandat. Si nous sommes favorables à ce type d'outils (nous les proposons déjà lors des derniers mandats!), nous les concevons en complément des commissions municipales et groupes de travail. Mais là encore, la volonté de contrôle total du Maire et de sa majorité s'est traduite par une clause de confidentialité qui peut rendre « hermétique » le travail desdites commissions et couper le lien essentiel avec les acteurs de terrain, ce qui, forcément, nuit à la réflexion collective. Prenons l'exemple des représentants d'associations : ils ne siègent pas dans ces commissions au titre de leur personne mais au titre de leur fonction... Dans ce cas, comment un responsable d'association peut-il émettre un avis ou une suggestion sans en avoir, au préalable ou après, discuter avec les membres de son association ou même les autres associations concernées par le même domaine ?
- A ces éléments concernant les commissions et groupes de travail, s'est ajoutée dès le début du mandat une volonté caractérisée de noyautage concernant la composition du **CTP** (Comité Technique Paritaire) et du **CHSCT**. Sur ce point, si les textes prévoient que le nombre de représentants du personnel soit en effet égal à celui des représentants de la municipalité, la majorité a fait le choix de se réserver tous les sièges dans ces deux instances. Derrière cette interprétation des textes (qui est en fait une confusion volontaire entre « Municipalité » et « Majorité »), il y avait là encore un message très clair : ce recul démocratique très net (jamais depuis plusieurs mandats une telle décision n'avait été prise) traduisait en réalité l'affaiblissement et la fébrilité du maire et de son équipe au lendemain d'élections bien mal gagnées. Lorsque la minorité était plus faible (lors du précédent mandat), avec quelques élu.e-s ne pouvant pas toujours se rendre disponibles (pour des raisons professionnelles) afin de participer à toutes les réunions, cela ne dérangeait pas la majorité de lui laisser quelques places dans ces instances. Mais dès que l'opposition est devenue plus importante, que son nombre d'élus (même minoré du fait du mode de répartition des sièges) a fait qu'il lui était possible d'être présente partout et tout le temps, ce n'était plus envisageable. Nous l'avons vivement regretté !

- Ensuite, le **règlement intérieur du conseil municipal** adopté par la majorité (sans concertation préalable avec la minorité malgré nos demandes répétées) limite comme jamais l'expression de l'opposition municipale. Alors que, pendant dernier mandat, les deux oppositions (*La Gauche Trélazéenne* et *Trélazé Citoyens Solidaires* - 33 % au total en 2014) disposaient d'une pleine page (3000 à 3500 signes en tout), l'équipe de M. Goua a fait le choix de réduire notre espace d'expression à une peau de chagrin (1300 signes alors même que nous avons fait 41% le 15 mars 2020). La majorité municipale disposant déjà de l'ensemble de l'*Infoville* pour vanter et promouvoir sa politique, s'est en plus accaparé les 2/3 de l'espace réservé aux groupes politiques. C'est une première depuis 1995, année de l'élection de Marc Goua ! Rappelons que le dernier article de notre groupe prévu pour l'*Infoville* a été refusé au prétexte qu'il comportait 371 caractères de trop (soit 4 lignes) !
- **Le Maire et sa majorité ont profité du contexte sanitaire pour user et abuser des réunions en distanciel.** En effet, alors que d'autres collectivités avaient repris les réunions en « présentiel », avec toutes les mesures qui s'imposaient pour garantir la sécurité sanitaire des participants, nous poursuivions ici en « distanciel », ce qui a eu pour effet d'appauvrir les débats. La presse s'en était d'ailleurs fait l'écho il y a quelques mois : le maintien des réunions à distance a conduit de fait la majorité à monopoliser les temps de parole. Plus largement, **depuis le début du mandat, la stratégie de la majorité est claire et s'est répétée à plusieurs reprises** : de très longs exposés à tour de rôle pour présenter les délibérations les plus sujettes à débats (le distanciel ayant renforcé cela pendant de longs mois), puis une stratégie de provocation et d'interruption systématique de nos interventions (alors même que parfois, nous n'avons pas pris la parole pendant plus d'une heure de présentation), le tout en caricaturant ou déformant nos propos. Les débats étant maintenant enregistrés, il suffit de les regarder pour en avoir confirmation.

**Ce n'est plus possible !** Certes, nous comprenons bien que la majorité municipale ait en travers de la gorge le résultat des élections. Certes, au lieu d'une consécration pour son dernier mandat, M.Goua a du faire face à un vote de défiance. Certes, nous voyons aussi très clairement certains donner des gages au Maire, M.Goua, et déjà se positionner pour apparaître comme de dignes héritiers !

**Mais que chacun se le dise dans la majorité municipale : ces pratiques ne nous intimident pas, bien au contraire... Nous ne lâcherons rien et nous exigeons un changement d'attitude de la majorité** car notre ville et ses habitants méritent mieux que cela. Les Trélazéennes et les Trélazéens peuvent être rassurés, nous serons à la hauteur de la confiance qui nous a été accordée.

**Notre équipe poursuit en effet son action au quotidien.**

Les parutions régulières de **notre bulletin *Info TAE*** entretiennent d'ailleurs le lien avec la population et montrent combien nous respectons nos engagements. Cet *Info TAE*, nous le distribuons à 6 500 exemplaires sur l'ensemble de la commune ! Les nombreux témoignages qui nous sont adressés soulignent d'ailleurs l'intérêt que les habitants portent à notre démarche, celle-ci visant à créer les conditions d'un véritable débat démocratique autour des politiques à mener sur notre commune.

Outre notre exigence donc de voir le fonctionnement municipal être rénové et basé sur le réveil de la démocratie locale, outre les questions budgétaires et le coût de la politique événementielle, **nous sommes intervenus sur de nombreux sujets ces derniers mois**. Sur les thématiques concernant la jeunesse d'abord : rythmes scolaires, TAP, défense de l'éducation prioritaire et exigence de pouvoir jouer notre rôle d'élus pour tout ce qui touche à la politique de la Ville. Au sujet de l'urbanisme ou de la transition écologique et solidaire, nous avons réitéré notre proposition de maison intergénérationnelle à la Quantinière, dénoncé la gestion de certains biens municipaux (vente de terrains), interrogé le futur aménagement de Grand'Maison ou le déploiement de la 5G, défendu les mobilités actives et les espaces verts. Nous pourrions aussi revenir sur nos interventions quant à l'emploi et la situation économique (Saint Gobain Glassolutions), sur notre soutien aux associations, sur les moyens humains et financiers à mettre en œuvre pour être utiles aux habitants ou encore sur l'intercommunalité (ALM).

**Depuis le début du mandat, nous sommes une opposition attentive, critique, diverse mais unie, attachée à demeurer force de propositions. Nous comptons bien le rester.**